

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 3 novembre 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

English summary

Nigeria

- Nigeria raises USD 2,3 Bn in Eurobonds in November 2025;
- USD 500 Bn World Bank loan to accelerate agricultural transformation in Nigeria;
- Introduction of 15% customs duties on PMS and diesel to support local refineries;
- Purchasing Managers' Index (PMI) expands again in October, reaching 54.0;
- Additional USD 8.3 M released for the payment of salary arrears owed to healthcare workers.

Ghana

- President Mahama received by President Macron in Paris: a renewed momentum for the Franco-Ghanaian partnership;
- Inflation at 8% in October, declining for the tenth consecutive month;
- Ghana retains its 6th position among Africa's most attractive investment destinations.

Nigeria :

Le Nigeria lève 2,3 Md USD d'eurobonds en novembre 2025 ; Un prêt de 500 M USD de la Banque mondiale pour accélérer la transformation agricole ; Introduction dès 2026 de droits de douane de 15% sur les importations de carburant afin de soutenir les raffineries locales ; L'indice des directeurs d'achat (PMI) à nouveau en expansion en octobre, à 54,0 ; 8,3 M USD supplémentaires débloqués pour le paiement des arriérés dus aux professionnels de santé.

Ghana :

Le président Mahama reçu à l'Élysée : nouvelle impulsion pour le partenariat franco-ghanéen ; L'inflation à 8% en octobre, en baisse pour le dixième mois consécutif ; Le Ghana conserve sa 6^e place parmi les destinations d'investissement les plus attractives du continent.

Nigeria

Le Nigeria lève 2,3 Md USD d'eurobonds en novembre 2025

[Le Nigeria a réussi son émission de 2,35 Md USD d'eurobonds sur les marchés de capitaux internationaux.](#) Cette opération se décompose en deux tranches : 1,25 Md USD avec une maturité de 10 ans (2036) et 1,1 Md USD avec une maturité de 20 ans (2046). Les taux retenus pour ces deux tranches sont de 8,63%, et 9,13% respectivement.

A titre de comparaison, lors de la dernière émission d'eurobonds par le Nigeria en décembre 2024 après trois ans d'absence sur les marchés internationaux, l'obligation à 10 ans avait attiré un taux de 10,37%.

Cette émission témoigne de l'intérêt porté par les investisseurs internationaux pour la dette souveraine nigériane et d'une amélioration de la perception du risque pays. Elle confirme également la volonté du gouvernement fédéral de diversifier ses sources de financement.

« Cet accès réussi au marché témoigne de la confiance continue de la communauté internationale dans la trajectoire de réforme »

du Nigeria et dans notre engagement en faveur d'une croissance durable et inclusive. »

Wale Edun, ministre des Finances
et ministre coordinateur de l'Economie

Un prêt de 500 M USD de la Banque mondiale pour accélérer la transformation agricole

[Le gouvernement nigérian a obtenu un financement de 500 M USD de la Banque mondiale destiné à soutenir le développement du secteur agricole dans le cadre du projet Agri-Connect](#) (AGROW Project - 14 Md USD sur six ans). Selon le ministre de l'Agriculture et de la sécurité alimentaire du Nigeria, ce mécanisme vise à stimuler la productivité agricole, structurer les chaînes de valeur et renforcer les liens entre producteurs, transformateurs et marchés. Le projet se concentrerait sur des chaînes de valeur spécifiques telles que le riz, le maïs, le soja et le manioc.

Ce financement s'inscrit dans la stratégie présidentielle « Renewed hope agenda », centrée sur la sécurité alimentaire, la création d'emplois et la croissance de la productivité agricole. Ce financement vise à mieux intégrer les petites exploitations agricoles aux circuits de transformation et d'exportation, tout en favorisant l'inclusion des jeunes et des femmes dans l'économie rurale et l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural. L'initiative vise également à accroître l'inclusion financière des PME rurales et des jeunes exploitations agricoles qui n'y ont pour le moment pas accès.

Le projet Agri-Connect devrait compléter les programmes en cours du gouvernement fédéral de mise en place de zones spéciales de transformation agro-industrielle (SAPZ) qui visent à catalyser la croissance agro-industrielle rurale et élargir les opportunités pour les jeunes et les femmes dans l'agro-industrie.

Introduction dès 2026 de droits de douane de 15% sur les importations de carburant afin de soutenir les raffineries locales

[Le président Tinubu aurait approuvé l'introduction de droits de douane de 15% sur l'essence et le diesel, dans le but affiché de soutenir l'essor des raffineries locales, en limitant la concurrence des carburants importés.](#) Ils devraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

Cette décision a été saluée par les acteurs nationaux de l'industrie tels que le groupe Dangote. Ainsi, les prix du carburant pourraient

augmenter de 100 NGN par litre pour atteindre environ 965 NGN par litre, voire dépasser 1 000 NGN par litre.

L'indice des directeurs d'achat (PMI) à nouveau en expansion en octobre, à 54,0

[La banque Stanbic IBTC a publié les résultats de septembre de son enquête mensuelle auprès des directeurs d'achats.](#) L'indice PMI (*Purchasing Manager's Index*) indique une expansion de l'activité économique en octobre, pour le onzième mois consécutif, atteignant 54,0 après 53,4 en septembre. Un score supérieur à 50 indique une expansion économique par rapport à la période précédente.

L'indice de la banque Stanbic confirme l'amélioration de la conjoncture économique et la croissance du secteur privé depuis le début de l'année 2025 en particulier grâce à la stabilisation des coûts d'approvisionnement dans un contexte d'atténuation des pressions inflationnistes depuis le début du troisième trimestre. Les entreprises font état d'une demande intérieure plus robuste et d'une amélioration de la confiance des entreprises.

8,3 M USD supplémentaires débloqués pour le paiement des arriérés dus aux professionnels de santé

[Le gouvernement nigérian a annoncé le 1er novembre 2025 le déblocage de 12 Md NGN \(8,3 M USD\), à verser sous 72 heures, afin de régler les arriérés de salaires et d'indemnités dus aux professionnels de santé.](#) Le gouvernement nigérian a annoncé le 1^{er} novembre 2025 le déblocage de 12 Md NGN (8,3 M USD), à verser sous 72 heures, afin de régler les arriérés de salaires et d'indemnités dus aux professionnels de santé. Cette décision intervient peu après le déclenchement d'une grève nationale par l'Association nationale des médecins résidents (NARD), qui dénonce des conditions de travail difficiles. Selon les autorités, 21 Md NGN (14,6 M USD) ont déjà été transférés le 30 octobre pour le paiement des personnels concernés, affichant le règlement de 60% des arriérés de paiement de ce type. Parallèlement, un recrutement de 15 000 agents de santé est en cours, après 20 000 en 2024, pour répondre à la pénurie liée à l'émigration de professionnels vers des pays offrant de meilleures conditions.

Cette mesure s'inscrit dans une stratégie plus large visant à renforcer les capacités du système de santé, confronté à une pression démographique, à la détérioration des infrastructures et à des inégalités d'accès aux soins.

Le président Mahama reçu à l'Élysée : nouvelle impulsion pour le partenariat franco-ghanéen

[Le président John Dramani Mahama a été reçu à l'Élysée le 30 octobre 2025 par le président Emmanuel Macron, à l'occasion du Forum de Paris sur la Paix. Les échanges ont souligné la solidité des réformes économiques engagées par le Ghana et le rôle croissant du pays dans la stabilité régionale et l'intégration africaine.](#)

Les deux chefs d'État ont salué le renforcement du partenariat entre le Ghana et la France. Le président Mahama a rappelé l'amélioration de la situation macroéconomique du Ghana dans le cadre du programme FMI en cours, et notamment la réduction du niveau d'endettement du pays. Il a également mis l'accent sur le renforcement des institutions financières africaines, qu'il a présentées comme essentielles pour les économies du continent, car offrant des financements à des conditions plus attractives que celles du marché, avec des maturités plus longues.

Il a enfin évoqué l'ambitieux programme national de formation pour l'innovation numérique, « un million de codeurs », auquel 200 000 étudiants sont déjà inscrits. En retour, le président Macron a salué les réformes économiques en cours.

Cette rencontre témoigne de l'intensité de la relation bilatérale entre la France et le Ghana, qui s'inscrit dans une dynamique de coopération tournée vers la sécurité, la croissance et l'innovation.

L'inflation à 8% en octobre, en baisse pour le dixième mois consécutif

[Le taux d'inflation s'est établi à 8% en octobre 2025, après 9,4% en septembre, selon l'institut de statistique ghanéen \(GSS\).](#) Ce niveau, le plus faible depuis quatre ans, marque le dixième mois consécutif de désinflation et confirme l'arrimage de l'inflation dans la fourchette cible de moyen terme de la Banque du Ghana ($8 \pm 2\%$).

La décélération est généralisée à l'ensemble des secteurs : l'inflation alimentaire a ralenti à 9,5% en g.a. (après 11% en septembre) et celle des produits non alimentaires à 6,9% en g.a. (8,2% en septembre). Les biens, qui représentent près de 75% du panier de l'indice, ont vu leurs prix diminuer de 0,7% sur un mois, tandis que les services progressaient faiblement (+0,5%). L'inflation des produits locaux (8% en g.a.) a convergé vers celle des biens importés (7,8% en g.a.), traduisant l'effet des ajustements logistiques et de la modération des coûts de transport.

Néanmoins, cette tendance n'est pas homogène sur le territoire, notamment en raison des disparités d'accès aux marchés et aux infrastructures : sur la période considérée, le Nord-Est a enregistré la plus forte hausse de l'indice (17,3%), tandis que la région de Bono East a connu la progression la plus contenue.

Dans son ensemble, la trajectoire désinflationniste traduit les effets conjugués d'un resserrement monétaire prolongé, d'une consolidation budgétaire progressive et d'une amélioration de l'offre alimentaire. Sur un mois, l'indice des prix à la consommation a reculé de 0,4%, évolution rare dans le contexte ghanéen, suggérant une inflexion durable des pressions inflationnistes.

Le Ghana conserve sa 6^e place parmi les destinations d'investissement les plus attractives du continent

[Selon le rapport Where to Invest in Africa 2025/26 de la Rand Merchant Bank \(RMB\), le Ghana conserve sa 6^e place parmi les 31 économies africaines évaluées. Cette stabilité illustre la résilience des fondamentaux économiques du pays.](#)

Le rapport attribue au Ghana un score global de 0,26, plaçant le pays juste derrière le Maroc et devant l'Algérie. L'analyse souligne la progression continue du climat d'investissement, soutenue par la consolidation budgétaire en cours et les réformes engagées dans le cadre du programme du FMI. La complexité de l'environnement des affaires et la volatilité du cedi demeurent toutefois des freins à une attractivité plus forte.

L'évaluation par la RMB repose sur quatre piliers : la performance et le potentiel économiques ; l'accessibilité et l'innovation ; la stabilité macroéconomique et le climat d'investissement ; et développement humain et social. Bien que les données mobilisées soient issues d'institutions internationales de référence, la RMB souligne que les résultats demeurent sensibles aux révisions statistiques et aux évolutions de politiques économiques, ce qui plaide pour une lecture dynamique du classement.

L'édition 2025/26 est dominée par les Seychelles, Maurice, l'Égypte, l'Afrique du Sud et le Maroc, confirmant la performance soutenue des économies associant stabilité institutionnelle, diversification et ouverture commerciale. Le maintien du Ghana au 6^e rang traduit la consolidation de son attractivité, au sein d'un environnement continental de plus en plus compétitif.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

tom.giudice@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr